



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 48 (2022)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande : troisième hausse du taux directeur
- ❖ Indonésie : 5,4% d'inflation en novembre en g.a., en ralentissement depuis le pic de septembre
- ❖ Singapour : ouverture d'un bureau du fonds Temasek à Paris

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

19,7 Md\$

IDE décaissés au Vietnam depuis janvier, un niveau historiquement élevé

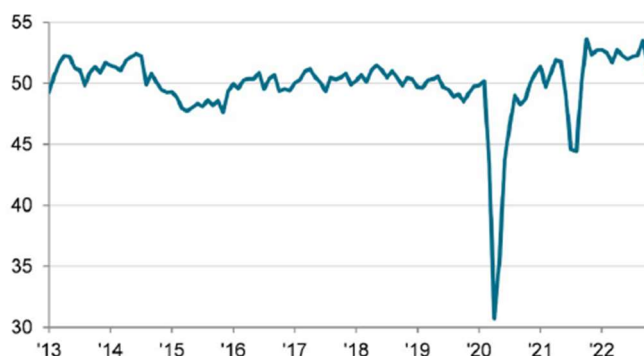
Région

Ralentissement de l'activité manufacturière pour le deuxième mois consécutif

L'indice PMI de S&P, reflétant le niveau de confiance des entreprises dans le secteur manufacturier, s'est établi à 50,7 en novembre, après 51,6 en octobre, signalant un ralentissement de l'activité pour le deuxième mois consécutif. L'activité a souffert de la baisse de l'activité des clients, qui s'est traduit par une réduction des carnets de commandes dans les usines. Selon les analystes de S&P, l'essoufflement de la demande dans la région pourrait peser dans les mois à venir sur les perspectives du secteur, lequel pâtit également du contexte global d'inflation élevée et de resserrement des conditions financières. Par pays, l'indice PMI est tombé sous le seuil de 50 qui sépare l'expansion de la contraction en Malaisie (47,9) - le plus bas niveau enregistré en 15 mois - ainsi qu'au Vietnam (47,4). Certains pays de la région connaissent encore une croissance de l'activité dans l'industrie : Singapour (56,0), et dans une moindre mesure, la Thaïlande (51,1) et l'Indonésie (50,3).

S&P Global ASEAN Manufacturing PMI

sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global.

Des progrès en matière de tarification du carbone dans la région selon l'AMRO

L'AMRO, i.e. le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (Chine, Japon, Corée), a publié cette semaine une analyse des progrès réalisés en matière de tarification du carbone dans l'ASEAN+3 (comprenant les dix membres de l'ASEAN, la Chine, le Japon et la Corée). Plusieurs instruments de tarification du carbone ont été déployés ou sont à l'étude à ce jour dans l'ASEAN. Singapour a été le premier pays à mettre en œuvre une taxe carbone en Asie du Sud-Est en 2019 et prévoit d'augmenter progressivement cette taxe jusqu'en 2030. La Malaisie, la Thaïlande et les Philippines envisagent également de suivre le pas et de recourir à des taxes sur le carbone. En Indonésie, une loi visant à introduire un système de plafonnement et de taxation en 2022 a été promulguée en 2021, mais sa mise en œuvre a été reportée en raison du contexte actuel d'inflation élevée. Un système d'échange de quotas d'émission carbone (« ETS ») est par ailleurs en cours de développement en Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Vietnam, alors que Singapour vient juste de déployer un marché carbone volontaire.

	Tarification du carbone mentionné dans les plans d'action pour le climat	Type de tarification du carbone		Secteurs concernés	Prix du carbone (USD par tCO ₂ e)	Recettes collectées (M USD, 2021)
		Échange de quotas d'émission carbone	Taxe carbone			
Brunei	O			Industrie	/	/
Indonésie	O			Production d'électricité au charbon	2,1	/
Cambodge	O			Transport	/	/
Laos	X			/	/	/
Malaisie	X			/	/	/
Philippines	X			/	/	/
Singapour	O			Installations émettant > 25 000 tCO ₂ e d'émissions de GES/an	3,69	152,98
Thaïlande	X			/	/	/
Vietnam	X			/	/	/

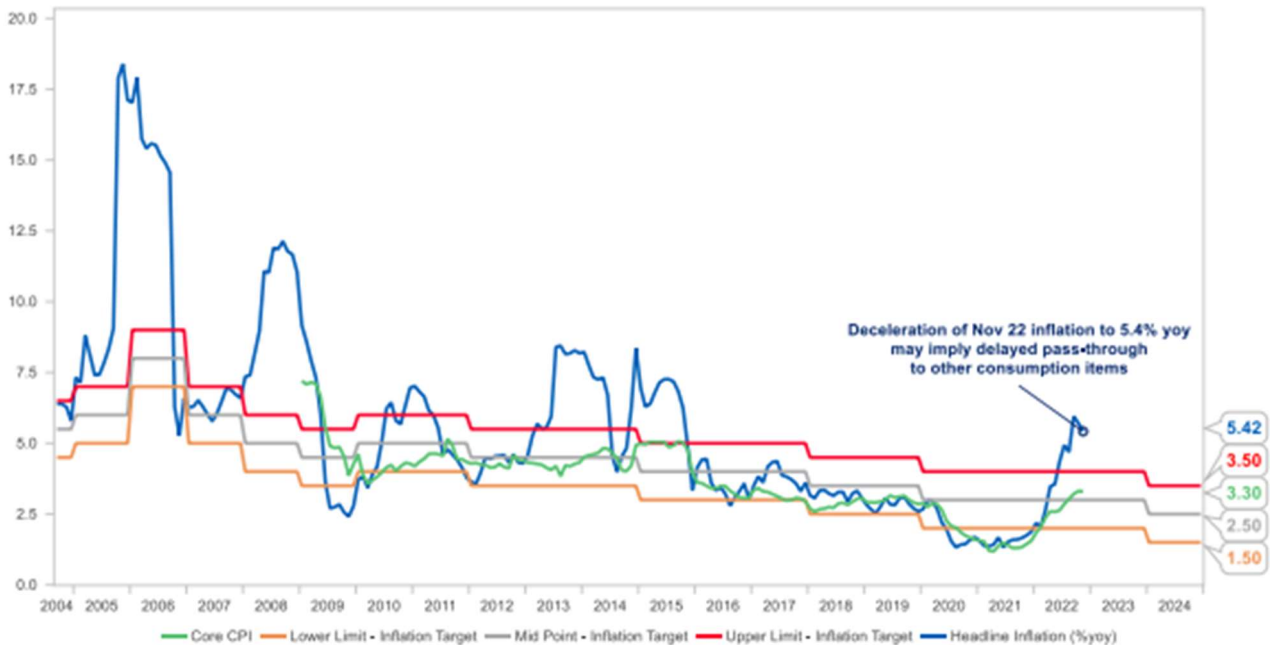
■ Non fixé ■ A l'étude ■ En développement ■ En application

Indonésie

Deuxième mois de ralentissement de l'inflation en faux-semblant

L'inflation avait atteint son plus haut niveau depuis sept ans en septembre dernier, 5,95% en ga, avant de décélérer à 5,71% en ga en octobre puis 5,42% en ga en novembre. Mais l'inflation de base, qui exclut les prix administrés (en hausse de 13,01% en ga) et les prix de certains produits alimentaires (+5,70%), reste très élevée. Déjà au-dessus de la moyenne annuelle de l'Indonésie (2,21% en ga) en septembre, avec 3,21%, elle persiste à 3,30% en ga en octobre et novembre.

Source: Macrobond, UOB Global Economics & Markets Research



Importation de riz pour palier l'épuisement des stocks

L'agence nationale de logistique BULOG régule le commerce de produits alimentaires de base, notamment le riz. Cette institution gouvernementale indonésienne fait face à un faible approvisionnement en riz. Seulement 130 000 tonnes de riz environ ont été achetées sur un objectif de 500 000 tonnes fin novembre. En conséquence, les réserves de riz du gouvernement sont épuisées et BULOG vient d'obtenir une licence du ministère du Commerce pour importer de l'étranger. Cependant, l'offre de riz des pays producteurs est entravée par des politiques de restrictions des exportations et accaparée par un achat massif chinois, ce qui entraîne une hausse des prix.

Malaisie

Nouvelle baisse de l'indice manufacturier PMI en novembre

L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier PMI, qui est passé sous la barre des 50 en septembre, se contracte à nouveau en novembre pour le quatrième mois consécutif et s'établit à 47,9. L'enquête fait ressortir une baisse des carnets de commande la plus importante enregistrée sur 15 mois, avec en particulier une accélération de la baisse des nouvelles commandes à l'export, ainsi qu'un ralentissement de la production.

Fitch : révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2023

L'agence de rating Fitch revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour la Malaisie en 2022 à 7,8% (contre 6,5%) mais abaisse ses prévisions pour 2023 de 4,3% à 3,5%. L'agence, qui doute d'une réintroduction de la GST (TVA) par le futur gouvernement, non encore nommé, alerte sur un risque de dégradation de la notation souveraine du pays (confirmée à BBB+ en février 2022) si le ratio de dette sur PIB augmente à nouveau.

Prochain lancement du marché volontaire du carbone

À l'occasion du Global Green Finance Leadership Program, organisé à Kuala Lumpur sous l'égide de la Banque mondiale, la Malaisie a annoncé la mise en place de son marché volontaire du carbone le 9 décembre prochain. Non-contraignant, ce mécanisme permettra aux entreprises malaisiennes d'effectuer des achats volontaires de crédits-carbone, générés localement ou à l'étranger, et certifiés par l'ONG Verra, basée à Washington DC.

Singapour

Ouverture à Paris d'un bureau du fonds souverain Temasek

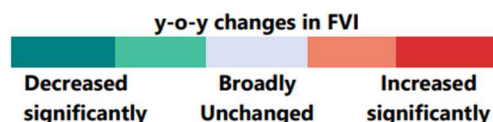
Le fonds souverain singapourien Temasek a annoncé cette semaine qu'il choisissait Paris pour l'ouverture d'un nouveau bureau en Europe. Ce bureau sera opérationnel au premier semestre 2023 et devrait permettre, selon le fonds, d'améliorer l'accès aux opérations, aux partenariats et aux talents de l'UE et dans la région Europe, Moyen-Orient et Afrique. Des projets de collaboration sont à l'étude avec les bureaux de Londres et de Bruxelles afin de renforcer le réseau international de Temasek, qui comptera dès lors 13 bureaux répartis dans 9 pays.

Appel à la vigilance des autorités faces aux risques pour la stabilité financière

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a publié son rapport annuel sur la stabilité du système financier. Ce rapport signale une intensification des risques pour les perspectives de stabilité financière mondiale, en raison du durcissement des conditions financières, de l'accélération de l'inflation et du ralentissement de la croissance. La MAS confirme en outre le ralentissement plus soutenu de la croissance en 2023, dans un contexte de fléchissement de la demande extérieure. L'inflation devrait, elle, rester élevée, en raison des tensions sur le marché du travail et de l'importance de l'inflation importée. La vulnérabilité aux chocs des entreprises – en particulier des banques – a légèrement augmenté, de même pour les ménages, en raison d'une augmentation des prêts immobiliers et des dettes à court terme. La MAS préconise aux entreprises, aux ménages et au secteur financier de rester vigilants face à la détérioration des conditions macroéconomiques et financières. Fait notable, le rapport inclut des parties dédiées aux vulnérabilités liées à l'écosystème mondial des crypto-actifs qui restent significatives, malgré un impact systémique actuellement limité.

Sector	y-o-y change as of	2021	2022
Overall Corporate FVI	Q2 ¹	↘	↗
Overall Household FVI	Q3	→	↗
Overall Banking FVI	Q3	↘	↗

The Financial Vulnerability Index (FVI) is calibrated according to deviations from its historical distribution and divided into five coloured bands, which reflect varying degrees of y-o-y change. An increase/decrease in the FVI indicates that vulnerability has risen/fallen over the previous year.



Amélioration de l'emploi en 2022, pour la deuxième année consécutive

La première version du rapport 2022 sur l'emploi du Ministère singapourien du Travail (MoM) indique que le taux d'emploi a augmenté cette année pour la deuxième année consécutive, atteignant 67,5% (contre 65,2% en 2019), en lien avec la reprise économique postpandémie. Cette hausse repose principalement sur les augmentations des taux d'emploi des hommes et des femmes âgés de 25 à 64 ans. Le taux d'emploi de Singapour serait ainsi le troisième le plus élevé du monde, derrière l'Islande et la Nouvelle-Zélande. Selon le rapport, le revenu médian des Singapouriens a cru de 2,1% en 2022, contre +3,8% en moyenne sur la période pré-covid (2014-2019), et les autorités estiment que les salaires devraient continuer à croître au-dessus de l'inflation au cours des douze prochains mois. Le rapport souligne également le fait que les revenus des 20% des travailleurs aux revenus les plus faibles ont cru de façon plus importante (+4,8%) cette année grâce au programme « Progressive Wage Model ».

Vietnam

Résultats économiques sur les onze premiers mois 2022

L'indice de la production industrielle a augmenté de 0,3% en novembre par rapport à octobre, soit +5,3% en glissement annuel (g.a.). Au mois de novembre, la balance commerciale du Vietnam est excédentaire de 0,8 Md USD, avec 29,2 Mds USD d'exportations (-8,4% en g.a) et 28,4 Mds USD d'importations (-7,3% en g.a). Sur les 11 premiers mois de 2022, l'excédent commercial s'élève à 10,6 Mds USD avec 342,2 Mds USD d'exportations (+ 13,4% en g.a) et 331,6 Mds USD d'importations (+ 10,1% en g.a). L'inflation du mois de novembre s'élève à +4,4% (en g.a), soit +3% sur les 11 premiers mois. Le montant des licences d'IDE délivrées au Vietnam a augmenté de 2,64 Mds USD en novembre, pour atteindre 25,1 Mds au cours des 11 premiers mois de cette année, soit une baisse de -5% en glissement annuel. Sur la même période, les IDE décaissés s'élèvent à 19,67 Mds USD (le montant le plus élevé observé sur les 11 premiers mois depuis plusieurs années), soit une hausse de 15,1% en g.a.

Ambition d'un statut de « pays industrialisé » d'ici 2030

Le Comité central du Parti Communiste vietnamien (PCV) a rendu publique, le 28 novembre 2022, la résolution 29 sur la poursuite de l'industrialisation et de la modernisation du pays jusqu'à 2030, avec vision 2045. Le document ambitionne de faire du Vietnam l'un des trois premiers pays de l'ASEAN en termes de compétitivité industrielle et l'une des 40 économies les plus dynamiques au monde dans le domaine du numérique et du e-gouvernement. D'ici à 2030, l'économie vietnamienne devra ainsi répondre aux critères d'un pays industrialisé (dont notamment une industrie générant au moins 40% du PIB), avoir atteint un PIB par habitant de 7 500 USD (contre 3 694 USD en 2021, selon la Banque Mondiale) et avoir réduit la part de la main d'œuvre agricole à moins de 20% de la main d'œuvre totale. La résolution rappelle que le Vietnam a, par le passé, échoué à atteindre son objectif de devenir un pays industrialisé en 2020, du fait, notamment, de la faiblesse de la planification visant à développer ses industries de base (métallurgie, génie mécanique, chimie, l'énergie, matériaux, technologie numérique, etc.) et innovantes (robots, voitures, équipements automatisés, etc.). Alors que Vingroup est la seule entreprise privée à être parvenue à se hisser parmi les dix plus importantes entreprises du pays, la résolution appelle aussi à la formation de groupes compétitifs à l'international. Enfin, un accent particulier est mis sur la nécessité de développer une industrie de la défense et de la sécurité via le développement souverain de technologies à usage dual. Pour atteindre ces objectifs, la résolution appelle à la mise en place d'un cadre juridique spécialisé ; des mesures incitatives (fiscales, financières, etc.) doivent aussi être instaurées pour encourager les investissements dans la R&D et les ressources humaines (la part des travailleurs hautement qualifiés devant atteindre 35-40% du total à horizon 2030 et 80% de la population en âge de travailler devra avoir acquis des compétences numériques de base).

Nouveau programme de privatisation

Selon une décision du 29 novembre, le gouvernement prévoit de céder une partie ou la totalité du capital qu'il détient dans 141 entreprises et de convertir en sociétés par actions 29 entreprises d'Etat d'ici 2025. Le gouvernement va par ailleurs maintenir ses parts dans 126 entreprises, notamment dans Vietcombank (64%), Petrolimex (75%) et ACV (95%), et continuer à détenir 100% du capital de 195 autres sociétés, notamment dans PetroVietnam et EVN. Sur les 10 premiers mois, le gouvernement a encaissé environ 135,7 M USD en cédant des participations dans des entreprises publiques.

Envoi par VinGroup des premiers véhicules VinFast aux Etats-Unis et construction d'une nouvelle usine de batteries (VinES) au Vietnam

VinES, filiale de VinGroup, a initié la construction d'une nouvelle usine de batteries mi-novembre à Ha Tinh, en partenariat avec la société chinoise Gotion High-Tech (275 M USD). Le site dispose d'une capacité de production de 30 M cellules de batteries lithium – fer – phosphate (LFP) par an. VinFast a par ailleurs perçu un financement de 50 M USD de la part de l'Australie pour la fabrication de bus électriques et le développement de batteries électriques. Des essais de bus VinBus ont été lancés depuis 2021 à Hanoi, et huit lignes sont actuellement desservies par une centaine de VinBus. Par ailleurs, VinFast a envoyé le 24 novembre son premier lot de 5 000 voitures électriques aux Etats-Unis (modèles VF8 et VF9). Elles devraient être livrées aux clients en décembre. VinFast a également signé un accord avec le service états-unien d'abonnement automobile Autonomy pour la fourniture de 2 500 véhicules électriques. Les véhicules étant fabriqués au Vietnam, VinFast ne bénéficie d'ailleurs pas de l'exonération de crédit d'impôt de 7 500 USD pour les véhicules électriques aux Etats-Unis mise en place dans le cadre de l'Inflation Reduction Act. Des véhicules devraient aussi être envoyés en Europe et au Canada d'ici le début de l'année 2023. Enfin, VinFast a annoncé une possible introduction en bourse aux États-Unis pour le début de l'année 2023. Pour mémoire, il était initialement prévu que le groupe soit coté dès 2022.

Thaïlande

Nouvelle hausse du taux directeur de 25 points de base

La Bank of Thailand a de nouveau augmenté son taux directeur de 25 points de base, qui passe de 1 à 1,25%, après deux augmentations en août et en septembre. Cette hausse modérée témoigne d'une volonté de ne pas freiner la reprise économique actuelle (+4,5% au T3 après + 2,5% au T2) alors que l'inflation tend à se stabiliser (+6% en octobre, après +6,4% en septembre). Pour 2022, la banque centrale maintient ses prévisions d'inflation à +6,3% et reste confiante sur sa capacité à maintenir l'inflation dans sa cible de 1-3% en 2023 (+3%) et en 2024 (+2,1%) en lien avec la baisse anticipée des prix du pétrole et de moindres tensions sur les chaînes d'approvisionnement. En dépit d'une révision à la hausse des prévisions d'entrées touristiques (en 2022 : 10,5 M contre 9,5 M initialement ; en 2023 : 22 M contre 21 M), les anticipations de croissance ont été modérément revues à la baisse pour 2022 (+3,2% contre +3,3% précédemment) et 2023 (+3,7% après + 3,8%) du fait notamment de la faiblesse des investissements publics et du ralentissement anticipé de la croissance mondiale.

Mise en place d'une taxe sur les transactions boursières

Le cabinet des ministres vient d'approuver l'établissement d'une taxe sur les transactions boursières pour les investisseurs particuliers, mise en place qui avait été retardée à plusieurs reprises du fait notamment de conditions économiques jugées défavorables (crise sanitaire en 2020, reprise très fragile en 2021). Cette taxe de 0,1% sur les transactions boursières viendra s'ajouter à une taxe connexe préexistante, portant ainsi le taux général à 0,11%. Selon le ministère des Finances, cette nouvelle mesure fiscale permettrait de générer entre 15 et 16 Mds THB (460 M USD) de recettes publiques supplémentaires par an. Pour mémoire, l'augmentation des recettes fiscales est un enjeu majeur pour la Thaïlande, notamment dans le contexte inflationniste actuel qui a entraîné un nouvel accroissement des dépenses de soutien à la consommation (subventions). Les revenus des impôts et taxes représentaient 16% du PIB avant la crise, ce qui est supérieur à la moyenne de l'ASEAN (13%), mais très inférieur à la moyenne de l'OCDE (34%).

Première baisse des exportations en vingt mois, creusant le déficit commercial

En octobre, les exportations thaïlandaises ont diminué pour la première fois depuis 20 mois en raison d'un affaiblissement de la demande internationale. Elles s'abaissent ainsi de -4,4% en g.a. à 21,7 Mds USD tandis que les importations régressent moins fortement, de -2,1% à 22,3 Mds USD. Sur les 10 premiers mois de l'année, les exportations se sont accrues de 9,1% à 243 Mds USD, soit un rythme deux fois inférieur à celui des importations qui ont augmenté de +18,3% à 259 Mds USD, entraînant un déficit commercial de 15,5 Mds USD (pour mémoire, le solde commercial était excédentaire en 2021 à +39 Mds USD). Ce mauvais résultat mensuel se reflète également dans les performances dégradées du secteur industriel thaïlandais dont l'indice de production a diminué de 3,7% au mois d'octobre.

Philippines

S&P : abaissement des prévisions de croissance à 5,2% pour 2023

S&P Global Ratings a relevé ses prévisions de croissance pour les Philippines à 7,1% pour 2022, en augmentation par rapport aux prévisions du mois de septembre (+6,3%). Sur les 9 premiers mois de l'année 2022, la croissance atteint 7,7% en moyenne en glissement annuel. Une croissance de seulement 3,3% au 4^{ème} trimestre permettrait déjà d'atteindre l'objectif de croissance fixé par le gouvernement, entre 6,5% et 7,5% pour l'année 2022. Pour l'année 2023, l'agence de notation a abaissé ses prévisions de 5,7% à 5,2%, soit bien au-dessous de l'intervalle cible fixé par le gouvernement entre 6,5% et 8%. Selon S&P, les Philippines demeureront néanmoins parmi les économies les plus dynamiques de l'Asie-Pacifique en 2023, en lien avec la poursuite de la reprise de la demande domestique.

Première réunion du Board de l'Autorité nationale pour le développement économique (NEDA)

Au cours de son premier Board depuis l'élection du président Ferdinand Marcos Jr. en mai 2022, la NEDA a validé le projet de résilience des pêcheries et des côtes philippines (FishCoRe) menée par le Bureau des pêches et des ressources aquatiques (BFAR), dont le coût est estimé à 11,4 Mds PHP (203 M USD). Ce projet, financé à 86% environ par la Banque mondiale, vise à soutenir le développement d'infrastructures de pêches et à renforcer les politiques publiques dans ce secteur. Au cours de la réunion, le Board de la NEDA a également validé l'extension de la durée de la validité des prêts pour (i) le projet de système de gestion du trafic aérien (CNS/ATM) réalisé par un consortium Thales/Sumitomo, (ii) le projet sud-coréen de route côtière pacifique à Samar pour le compte du ministère des Travaux publics et des Autoroutes, et (iii) le projet japonais de livraison de 10 navires polyvalents pour les Gardes-côtes philippin (PCG).

Les transferts financiers de l'Etat vers les collectivités territoriales en diminution de 14,5% en 2023

Selon le ministère du Budget et la Gestion (DBM), les transferts financiers de l'Etat vers les collectivités territoriales devraient atteindre 820 Mds PHP (14,6 Mds USD) en 2023, soit une diminution de 14,5% par rapport à 2022. Le montant des transferts financiers de l'Etat vers les collectivités est calculé sur la base des recettes publiques trois années auparavant. Or, la pandémie avait entraîné une forte diminution des recettes publiques en 2020.

Cambodge

Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange Cambodge-Corée du Sud

L'accord de libre-échange entre le Cambodge et la Corée du Sud est entré en vigueur ce 1^{er} décembre. Il prévoit de supprimer 89,09% des droits de douanes pour les exportations coréennes et 95,03% pour les exportations cambodgiennes. Cet accord vise à stimuler les flux commerciaux et d'investissements entre les deux pays, et devrait contribuer en particulier à accélérer la reprise économique après la crise de COVID-19. Le commerce bilatéral entre le Cambodge et la Corée du Sud a dépassé 600 M USD au cours des 9 premiers mois de 2022 (+3% en glissement annuel). Les exportations cambodgiennes se sont élevées à 175 M USD (+21%), tandis que les importations ont atteint 426 M USD (-3%), soit un lourd déficit pour le Cambodge. Pas certain que l'accord y remédie rapidement.

Le Cambodge, 3^{ème} PMA récepteur d'IDE en 2021

Les flux d'IDE entrants au Cambodge ont baissé de 3,9% en 2021 à 3,5 Mds USD. Le pays a ainsi reculé au 3^{ème} rang des PMA – même s'il est maintenant largement classé en pays à revenu intermédiaire par la Banque mondiale – ayant reçu le plus d'IDE l'an dernier. Le stock d'IDE, qui joue un rôle central dans le développement économique du pays, atteignait 41 Md USD fin 2021 selon la CNUCED. La Chine demeure le premier investisseur au Cambodge, représentant elle seule 48,2% des IDE en 2021. Les IDE français vers le Cambodge sont restés stables à 19 M EUR en 2021, selon la Banque de France. Des efforts de facilitation des investissements continuent d'être mis en œuvre par le gouvernement, avec l'entrée en vigueur le 15 octobre 2021 de la nouvelle loi sur l'investissement destinée à simplifier les procédures, améliorer la protection des investisseurs et élargir les incitations fiscales... mais, faute de son décret d'application, elle reste largement privée d'effet.

Laos

Augmenter la couverture forestière à 70% d'ici 2035 ?

Le gouvernement laotien a tenu une réunion avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) pour discuter de la gestion durable des forêts. La stratégie forestière du pays, en cours de finalisation, vise à augmenter le taux de couverture forestière à 70% à l'horizon 2035. Le pays doit renforcer ses cadres institutionnels et les politiques pour la mise en œuvre efficace de son plan stratégique. Il est à noter qu'aujourd'hui la forêt ne représente plus que 40% de la couverture du pays, contre 70% avant 2000. Pour mémoire, le gouvernement a adopté la loi des quotas en 2004, qui interdit l'exploitation du bois brut et impose des quotas limitatifs d'abattage par zones. Mais cette loi n'est pas respectée, la corruption et la pauvreté étant considérées comme principales causes de l'inefficacité du gouvernement sur cette question d'exploitation forestière.

Le prix du riz reste anormalement élevé

Alors que la récolte qui succède traditionnellement à la saison des pluies favorise une baisse du prix du riz, ce n'est pas le cas cette année. Bien qu'il s'agisse d'une production locale, la hausse du prix des intrants importés pèsent. Carburants et engrais sont fortement affectés par la hausse des prix alors que le kip s'est fortement déprécié depuis un an face au dollar (-62%) et au baht (-52%). Les autorités rendent volontiers les sanctions internationales – américaines et européennes – à l'encontre de la Russie responsables de cette inflation... oubliant bien vite que c'est l'invasion russe de l'Ukraine qu'il convient de blâmer. Il faut dire que le Laos est sans doute l'un des rare pays à organiser des exercices militaires avec la Russie, comme le 27 novembre dernier dans la province de Xieng Khouang (centre du pays, limitrophe de la province vietnamienne du Nghe An à l'est).

Le désenclavement passe par le port sec de Thanaleng

Le port sec de Thanaleng, dans la banlieue immédiate de Vientiane, bénéficie de 547 M USD pour le développement d'un parc logistique. Les travaux, lancés officiellement le 28 novembre, devraient s'achever d'ici fin 2025 au plus tard. Ce centre, s'étendant sur près de 330 Ha, comprendra plusieurs zones (installation de quarantaine sanitaire et phytosanitaire, centre de transformation, installations logistiques, ZES, centre halal...). Situé sur la ligne de chemin de fer qui relie Vientiane à la Chine, c'est une pièce maîtresse de la stratégie de désenclavement du pays. Mais les coûts logistiques restent élevés au Laos et les procédures de commerce extérieur fastidieuses, malgré le déploiement progressif de l'initiative de la Lao National Single Windows (qui intègre l'ensemble des procédures administratives et le paiement de droits et taxes en ligne, mais pour 10 des 26 points d'inspection frontaliers et pour un nombre encore limité de produits).

Birmanie

Modification de la loi fiscale de l'Union 2022

Le Conseil administratif d'Etat (SAC) a modifié la loi fiscale de l'Union 2022, en y ajoutant un nouvel impôt de 25% qui sera prélevé sur le bénéfice net des individus ayant réalisé des profits dans les industries d'exploration pétrolière et gazière en Birmanie. D'après la loi fiscale 2022, les recettes pour l'exercice 2022/23 devraient atteindre un niveau proche de celui prévalant avant la pandémie de COVID-19 et le coup militaire alors qu'elles avaient baissé de 35% en glissement annuel durant l'exercice 2020/21 (qui s'est terminé en septembre de l'an dernier).

Tableau de bord macroéconomique

CROISSANCE ANNUELLE	PRÉVISIONS FMI (oct-22)			COVID-19 (au 2/12/22)			Vacc./pop. totale
	2021	2022	2023	Moyenne 7 jours	Moyenne 30 jours	Tendance	
ASEAN	▲ 3,3%	▲ 5,0%	▲ 4,7%	10 405	12 872	↓	68%
Indonésie	▲ 3,7%	▲ 5,3%	▲ 5,0%	4 314	5 569	↓	62%
Thaïlande	▲ 1,5%	▲ 2,8%	▲ 3,7%	702	493	↑	75%
Singapour	▲ 7,6%	▲ 3,0%	▲ 2,3%	1 313	2 271	↓	91%
Philippines	▲ 5,7%	▲ 6,5%	▲ 5,0%	1 174	1 060	↑	64%
Malaisie	▲ 3,1%	▲ 5,4%	▲ 4,4%	2 385	2 973	↓	81%
Vietnam	▲ 2,6%	▲ 7,0%	▲ 6,2%	461	434	↑	86%
Birmanie	▼ -5,9%	▲ 2,0%	▲ 3,3%	21	51	↓	51%
Cambodge	▲ 3,0%	▲ 5,1%	▲ 6,2%	9	4	↑	87%
Laos	▲ 2,3%	▲ 2,2%	▲ 3,1%	27	17	↑	69%

PMI MANUFACTURIER	oct-22	sept-22	août-22	juil-22	juin-22	mai-22	avr-22
ASEAN	50,7	51,6	53,5	52,3	52,2	52,0	52,3
Birmanie	44,6	45,7	43,1	46,5	46,5	48,2	49,9
Indonésie	50,3	51,8	53,7	51,7	51,3	50,2	50,8
Malaisie	47,9	48,7	49,1	50,3	50,6	50,4	50,1
Philippines	52,7	52,6	52,9	51,2	50,8	53,8	54,1
Singapour (Global PMI)		57,7	57,5	56,0	58,0	57,5	59,4
Thaïlande	51,1	51,6	55,7	53,7	52,4	50,7	51,9
Vietnam	47,4	50,6	52,5	52,7	51,2	54,0	54,7

PIB TRIM. (g.a)	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21
Indonésie	▲ 5,7%	▲ 5,4%	▲ 5,0%	▲ 5,0%	▲ 3,5%	▲ 7,1%	▼ -0,7%
Malaisie	▲ 14,2%	▲ 8,9%	▲ 5,0%	▲ 3,6%	▼ -4,5%	▲ 15,9%	▼ -0,5%
Philippines	▲ 7,6%	▲ 7,5%	▲ 8,2%	▲ 7,8%	▲ 7,0%	▲ 12,1%	▼ -3,8%
Singapour	▲ 4,1%	▲ 4,5%	▲ 3,9%	▲ 6,1%	▲ 7,5%	▲ 15,8%	▲ 2,0%
Thaïlande	▲ 4,5%	▲ 2,5%	▲ 2,3%	▲ 1,8%	▼ -0,2%	▲ 7,7%	▼ -2,4%
Vietnam	▲ 13,7%	▲ 7,8%	▲ 5,1%	▲ 5,2%	▼ -6,0%	▲ 6,7%	▲ 4,7%

CONSOMMATION (g.a)	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21
Indonésie	4,3%	4,2%	3,2%	3,8%	1,0%	6,2%	-1,8%
Malaisie	13,1%	15,3%	5,7%	3,2%	-2,3%	11,0%	-0,3%
Philippines	8,0%	8,6%	10,0%	7,5%	7,1%	7,3%	-4,8%
Singapour	11,4%	13,8%	4,9%	2,6%	4,1%	23,0%	-6,9%
Thaïlande	9,0%	7,1%	3,5%	0,4%	-3,2%	4,7%	-0,3%
Vietnam	7,3%	6,1%	4,3%	2,1%	1,6%	3,6%	4,6%

IPC / INFLATION (g.a)	oct-22	sept-22	août-22	juil-22	juin-22	mai-22	avr-22
Indonésie	5,7%	6,0%	4,7%	4,9%	4,3%	3,6%	3,5%
Laos	36,8%	34,0%	30,0%	25,6%	23,6%	12,8%	9,9%
Malaisie	4,0%	4,5%	4,7%	4,4%	3,4%	2,8%	2,3%
Philippines	7,7%	6,9%	6,3%	6,4%	6,1%	5,4%	4,9%
Singapour	6,7%	7,5%	7,5%	7,0%	6,7%	5,6%	5,4%
Thaïlande	6,0%	6,4%	7,9%	7,6%	7,7%	7,1%	4,6%
Vietnam	4,3%	3,9%	2,9%	3,1%	3,4%	2,9%	2,6%

EXPORTATIONS (g.a, Mds USD)	sept-22	août-22	juil-22	juin-22	mai-22	2021	2020
Indonésie	20,2%	29,9%	32,0%	41,0%	27,2%	231,6	163,2
Malaisie	19,2%	39,9%	30,7%	30,3%	22,9%	299,4	234,8
Philippines	7,0%	-2,0%	-4,1%	1,0%	6,4%	74,7	65,2
Singapour	14,5%	19,2%	25,1%	24,6%	21,5%	457,1	373,8
Thaïlande	7,8%	7,5%	4,3%	11,8%	10,5%	272,0	231,6
Vietnam	9,9%	27,8%	9,9%	21,4%	17,7%	336,2	282,6

CPTE COURANT (% du PIB)	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21
Cambodge		-46,3%	-34,9%	-58,7%	-25,2%	-46,2%	-52,6%
Indonésie	1,3%	1,2%	0,2%	0,5%	1,7%	-0,7%	-0,4%
Malaisie	3,1%	1,0%	0,7%	3,6%	4,8%	3,6%	3,2%
Philippines		-7,7%	-4,3%	-3,3%	-1,1%	-1,3%	-0,1%
Singapour	20,5%	18,9%	20,0%	18,6%	20,0%	20,1%	13,7%
Thaïlande	-5,8%	-6,6%	-2,0%	-1,3%	-3,7%	-2,1%	-1,3%

CPTE FINANCIER (Mds USD)	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21
Cambodge		-2,4	-2,7	-3,8	-2,1	-2,9	-3,3
Indonésie	6,1	1,2	2,0	2,3	-7,3	-1,7	-5,8
Laos		-0,1	0,2	-0,1	0,1	-0,4	0,1
Malaisie	3,3	-0,1	-7,3	-0,2	0,0	1,0	-4,1
Philippines		-2,9	-4,3	-5,8	-2,6	-2,9	4,3
Singapour	-40,7	-74,1	-55,1	-15,4	1,6	-4,5	10,3
Thaïlande		-0,9	-3,7	-0,8	-2,6	2,7	6,7
Vietnam		-8,9	-3,4	-6,9	-8,7	-10,1	-5,1

TAUX DE CHÔMAGE	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21
Malaisie		3,7%	3,9%	4,1%	4,3%	4,7%	4,8%
Philippines	5,2%	5,2%	5,7%	6,4%	7,4%	6,9%	8,7%
Singapour	1,9%	1,9%	2,6%	2,0%	2,1%	2,5%	3,4%
Thaïlande	1,2%	1,2%	1,4%	1,5%	1,6%	2,3%	1,9%
Vietnam	2,3%	2,3%	2,3%	2,5%	3,6%	4,0%	2,6%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	4,50%	1,25%	2,75%	5,25%	5,00%	6,50%	7,00%
Dernier changement	oct-22	nov-22	nov-22	nov-22	nov-22	oct-22	mai-20

TAUX DE CHANGE	01/12/22	1 mois	Ytd	1 an	2021	2020	2019
VND/USD	24 566	0,1%	8,8%	9,4%	14 313	14 577	14 146
SGD/USD	1,36	-4,9%	0,4%	-0,6%	4,15	4,20	4,14
IDR/USD	15 742	1,0%	10,3%	10,6%	49,27	49,64	51,8
MYR/USD	4,41	-6,6%	5,5%	5,2%	1,34	1,38	1,36
THB/USD	35,01	-8,1%	4,7%	6,9%	32,00	31,29	31,05
PHP/USD	56,37	-4,4%	11,0%	11,7%	23 161	23 209	23 055

MARCHÉS FINANCIERS	30/11/22	1 mois	Ytd	1 an	2021	2020	2019
MSCI AC ASEAN	1 272	▲ 8,6%	▼ -3,8%	▼ -1,8%	■ 0,2%	▼ -6,2%	▲ 8,8%
S&P 500	3 872	▲ 5,4%	▼ -14,4%	▼ -10,7%	▲ 26,9%	▲ 16,3%	▲ 28,9%
Brent (USD/baril)	\$92,1	▼ -1,3%	▲ 24,1%	▲ 13,7%	\$70,8	\$41,8	\$64,4

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; eva.thach@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité